

Motion présentée par les élus UNEF et associations étudiantes

Conseil d'administration du 18 décembre 2009

Alors que les parlementaires discutent du Projet de Loi de Finances (PLF) pour l'année 2010, et que l'ensemble des universités préparent le vote de leur budget pour l'année à venir, les choix budgétaires du gouvernement pose de nombreux problèmes. Le conseil d'administration de l'université Paris 12 Val de Marne dénonce les orientations données au budget 2010 pour les raisons suivantes :

- Une augmentation budgétaire en trompe l'œil

Une nouvelle fois, le gouvernement intègre au budget les « dépenses fiscales » très hypothétiques qui ne correspondent pas à des crédits budgétaires puisque les 530 millions d'€ supplémentaires consacrés au crédit d'impôt recherche sont intégrés. Il intègre également les 420 millions d'€ de financements des partenariats publics-privés. Ces éléments sont intégrés dans le but de mieux afficher une augmentation du budget.

- Un budget qui met en concurrence les établissements

Le système d'allocation des moyens s'il a été revu à la marge (rééquilibrage licence et master, pondération de 5% pour les universités de moins de 10000 étudiants) pose toujours de nombreux problèmes. En calculant 20% du budget des universités sur la performance (taux de réussite, taux d'insertion professionnelles, publications) et sur le nombre d'étudiants présents aux examens, le mode de financement ne permet pas de prendre en compte les besoins des établissements en matière d'encadrement et de soutien budgétaire. Le financement à la performance conduit au creusement des inégalités entre les établissements bien dotés et les universités sous dotées.

- Le budget tourne le dos à une politique ambitieuse sur la vie étudiante

Alors que le président de la République et la ministre souhaitent faire de 2009 « l'année de la vie étudiante » et que le contexte exige des mesures fortes pour faire face à la dégradation des conditions de vie étudiante et à l'urgence sociale, le budget 2010 consacré à la vie étudiante est très largement insuffisant, il ne permet pas de financer la mise en place du 10^{ème} mois de bourses et de remplir les objectifs de constructions de logements fixés par le plan Anciaux.

- La réussite des étudiants grande oubliée

Malgré l'affectation de 66,5 millions à la lutte contre l'échec des étudiants, aucune création de poste n'est prévue pour cette année. Si Valérie Pécresse tient son engagement de gel des suppressions d'emploi dans l'enseignement supérieur en 2010, il est impossible de remplir les objectifs du « plan licence » sans recrutement. En effet, l'augmentation du nombre d'heures de cours pour et le développement des cours en petits groupes en première année ne pourront être effectivement réalisés dans les conditions actuelles.

Le Conseil d'Administration de l'université de **Paris 12 Val de Marne**, réuni dans sa séance du **18 décembre 2009**, demande solennellement à la Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche de prendre la mesure de la situation des universités, et de revoir le budget 2010 afin de garantir une réelle augmentation des moyens à destination des établissements d'enseignement supérieur.